

La lutte du Parlement européen pour l'égalité des genres dans l'UE

Apprenez-en davantage sur la manière dont l'Union européenne et le Parlement luttent pour les droits des femmes et pour accroître l'égalité entre les genres dans différents domaines.



Photo by Brooke Cagle on Unsplash

La lutte du Parlement pour l'égalité des genres dans l'UE - Photo par Brooke Cagle sur Unsplash

Que fait l'UE pour lutter contre les inégalités entre les genres ?

Dès le début, l'Union européenne a promu [l'égalité hommes-femmes](#) et une [Europe plus sociale](#)

L'UE a adopté une [législation](#) importante pour garantir l'égalité entre les hommes et les femmes. Le financement de l'UE soutient l'action des États membres.

Le Parlement européen a adopté, avec le Conseil, des actes législatifs clés qui font progresser les droits des femmes. En outre, il adopte régulièrement des rapports d'initiative, appelant à davantage d'efforts pour améliorer l'égalité entre les genres.

Les concepts de la politique européenne en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ont également été façonnés par des arrêts de la Cour de justice européenne.

Le Parlement européen dispose d'une [commission permanente dédiée aux droits des femmes et à l'égalité des genres](#). Chaque année, le 8 mars, le Parlement marque la [Journée internationale des droits des femmes](#) et sensibilise le public en organisant des événements.

Réfléchissant aux [progrès réalisés dans la défense des droits des femmes ces dernières années](#) et aux défis à venir, les députés ont exprimé leur inquiétude face aux réactions et agissements de certains pays de l'UE et au risque que l'égalité entre les genres soit reléguée à l'arrière-plan de leur agenda.

Le Parlement a également demandé à la Commission européenne de veiller à ce que les droits des femmes soient pris en compte dans toutes ses propositions, d'élaborer des plans concrets pour améliorer le taux de pauvreté des femmes et de renforcer les efforts visant à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

La Semaine de l'égalité des genres au Parlement européen

Chaque année, depuis 2020, le Parlement européen organise la [Semaine européenne de l'égalité des genres](#). Elle offre l'occasion aux commissions du Parlement d'examiner les questions qu'elles traitent sous l'angle de l'égalité entre les genres.

[Consultez notre chronologie de la lutte de l'UE pour les droits des femmes](#)

Législation adoptée sur les droits des femmes et l'égalité des genres

L'UE vise à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes au travail, en politique et dans d'autres domaines. La législation adoptée couvre une grande variété de questions : en finir avec les inégalités salariales, éliminer les discriminations fondées sur le genre, accroître la présence des femmes dans les conseils d'administration des entreprises et lutter contre la violence à l'égard des femmes.

Lutte contre la violence à l'égard des femmes

En avril 2024, le Parlement a adopté les premières [règles de l'UE sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes](#). L'objectif est de prévenir la violence fondée sur le genre et de protéger

les victimes, en particulier les femmes et les victimes de violence domestique. La directive demande des lois plus strictes contre la cyberviolence, une meilleure assistance aux victimes, des mesures de prévention du viol et une meilleure définition du consentement sexuel. Les règles prévoient que la sécurité et le bien-être des victimes doivent être privilégiés, notamment en leur offrant l'accès à un hébergement sûr.

Apprenez-en plus sur :

- [la manière dont l'UE lutte contre la violence sexiste](#)
- [la cyberviolence à l'égard des femmes](#)



▶ **Faire progresser les droits de la femme dans l'UE : Stella et Linda**
https://multimedia.europarl.europa.eu/en/video/v_N01_AFPS_240304_FOEW_INTER

De nouvelles règles pour réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes

Le Parlement demande des mesures concrètes pour [réduire l'écart de rémunération](#) entre les hommes et les femmes, qui était en moyenne de [12,7 %](#) dans l'UE en 2022, et l'écart de pension, c'est-à-dire la différence de revenus perçus durant la retraite entre les hommes et les femmes, qui s'élevait à [29 % en 2019](#). Le Parlement a également demandé des mesures pour lutter contre la pauvreté féminine, les femmes étant plus susceptibles de vivre sous le seuil de pauvreté que les hommes.

En mars 2023, le Parlement a adopté de nouvelles règles obligeant les entreprises à divulguer des informations sur les salaires, facilitant ainsi la comparaison des rémunérations et la mise en évidence des écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Si les rapports sur les salaires révèlent un écart d'au moins 5 % entre les hommes et les femmes, les employeurs devront procéder à une évaluation conjointe des salaires en coopération avec les représentants des travailleurs. Les pays de l'UE devront imposer des sanctions, telles que des amendes, aux employeurs qui enfreignent les règles. Les avis de vacance et les intitulés de poste devront être neutres du point de vue du genre.

Apprenez-en plus sur les mesures prises par l'UE pour combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes

" Chaque État membre veille à l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et féminins pour un même travail ou un travail de valeur égale. "

Article 157 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

Les femmes dans les conseils d'administration des entreprises

En novembre 2022, le Parlement a approuvé des [règles visant à renforcer l'égalité des genres dans les conseils d'administration des entreprises](#). La directive vise à introduire des procédures de recrutement transparentes dans les entreprises, afin qu'au moins 40% des postes d'administrateurs non exécutifs ou 33% de tous les postes d'administrateurs soient occupés par le genre sous-représenté d'ici à la fin juin 2026.

La directive s'applique aux conseils d'administration des sociétés cotées en bourse dans l'UE. Les petites et moyennes entreprises de moins de 250 salariés sont exclues de ces règles.

Congé de maternité, congé de paternité et congé parental

En 2019, l'UE a approuvé de nouvelles règles sur le [congé familial et le congé pour soins](#), ainsi que des conditions de travail plus flexibles, afin d'inciter davantage les pères à prendre un congé pour raisons familiales et d'augmenter le taux d'emploi des femmes.

Législation européenne sur l'égalité entre les genres sur le lieu de travail :

- règles relatives à l'emploi (y compris l'égalité de rémunération, la sécurité sociale, les conditions de travail et le harcèlement)
 - règles relatives au travail indépendant
 - droits au congé de maternité, au congé de paternité et au congé parental
-

En savoir plus

[En savoir plus sur les "actions de l'UE" pour combler l'écart de rémunération entre les sexes](#)

Autres initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes soutenues par le Parlement européen

Droits sexuels et reproductifs des femmes

Dans une [résolution adoptée en avril 2024](#), les députés ont exhorté le Conseil à ajouter les soins de santé sexuelle et reproductive et le droit à un avortement sûr et légal à la [Charte des droits fondamentaux de l'UE](#) - une demande qu'ils ont formulée à plusieurs reprises. Le texte invite les pays de l'UE à dépénaliser totalement l'avortement conformément aux lignes directrices de l'[Organisation mondiale de la santé pour 2022](#). Les députés ont demandé à la Commission européenne de s'assurer que les organisations qui travaillent contre l'égalité des sexes et les droits des femmes, y compris les droits reproductifs, ne reçoivent pas de financement de l'UE.

En mars 2022, le Parlement a adopté le plan d'action de l'UE sur le genre III visant à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs en dehors de l'UE.

Les femmes en politique

Le Parlement a souligné à plusieurs reprises l'importance de l'égalité des genres en politique, en promouvant la participation égale des femmes aux processus de prise de décision à tous les niveaux.

La part des femmes élues en tant qu'eurodéputées lors des élections européennes de juin 2024 était de 38,5 %, soit une légère baisse par rapport aux 39,8 % enregistrés juste avant les élections.

Dans un [rapport](#) adopté en janvier 2019, le Parlement a appelé les partis politiques européens à veiller à ce que des femmes et des hommes soient proposés pour les organes régissant le Parlement européen lors de la neuvième législature.

[Consultez notre infographie sur les femmes au Parlement européen](#)

Plus de femmes dans les TIC et les sciences

Les femmes sont sous-représentées dans le secteur numérique européen, car elles sont moins susceptibles d'entreprendre des études ou de postuler à un emploi dans ce domaine. Dans une [résolution adoptée en 2018](#), les députés ont appelé les pays de l'UE à mettre en place des mesures visant à garantir la pleine intégration des femmes dans les secteurs des TIC, ainsi qu'à favoriser l'éducation et la formation dans les domaines des TIC, des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

Apprenez-en plus sur les politiques sociales de l'Union européenne :

- [Amélioration des droits et des conditions de travail des travailleurs européens](#)
- [Comment réduire le chômage au sein de l'UE ?](#)
- [Chômage des jeunes dans l'UE : Quels taux ? Quelles solutions ?](#)
- [Amélioration de la santé publique : les mesures prises par l'Union européenne](#)

Apprenez-en plus sur les actions de l'UE pour l'égalité des genres

[Institut européen pour l'égalité des genres](#)

[Rapport 2023 sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'UE](#)